

ENGRAIS CHERS ET INDISPONIBLES EN SAISON

Pomme de terre : de nouveau la crise ?

Après avoir été momentanément résorbée, la crise de la pomme de terre risque de refaire surface. Et pour cause : les engrais sont introuvables et chers et les fellahs menacent de réduire de moitié les superficies de production.

Il ne fait aucun doute que les producteurs de pomme de terre ont gros sur le cœur. Réunis pour relancer les activités de la Coopsem (Coopérative nationale des semences), un grand nombre d'entre eux, notamment ceux de la wilaya de Boumerdès, à l'instar de leurs confrères des autres wilayas, ne cachent pas leur colère contre les pouvoirs publics. Premier grief retenu contre ces derniers, et qui devient récurrent

depuis plusieurs mois, est l'indisponibilité, pour des motifs sécuritaires, des engrais, et ce en temps utile, c'est-à-dire au moment de l'ensemencement de cette fécula. «Nous sommes obligés de réduire de moitié les superficies de production à cause de l'indisponibilité des engrais. Je vous cite mon exemple, j'ai besoin de 70 quintaux pour commencer à semer dans quelques jours mais je n'arrive pas à les trouver», nous dit un agriculteur, sous

l'approbation générale du groupe. Un autre nous exhibera la pile de documents exigés pour l'achat d'un lot d'engrais.

Les fellahs dénoncent également le prix à la vente de ce fertilisant nécessaire pour toute production de pomme de terre.

On nous fait voir une facture d'une coopérative locale qui a facturé 6 650 DA le quintal, alors que, selon eux, l'Etat a décidé de supprimer depuis le premier janvier 2008 la TVA pour ramener le prix de vente aux fellahs à 5 000 DA.

Ils nous feront part également du non-paiement des producteurs qui ont stocké de grandes quantités de

pomme de terre pour juguler la pénurie de l'intersaison comme demandé par les pouvoirs publics. «Les prix de vente pratiqués, et qui sont très bas, ont poussé de nombreux producteurs à renoncer à cette activité», dira Mohamed de Ouled-Moussa.

Ils disent qu'ils font face également à la cherté de la semence et à des maladies, particulièrement le mildiou mais qu'ils ne peuvent pas lutter contre des clans qui veulent casser la production nationale afin de s'adonner à la spéculation avec la complicité de producteurs étrangers.

Abachi L.

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LA MALADIE

«Unis pour changer le diabète»

La Journée mondiale de lutte contre le diabète a eu un grand écho cette année. Un week-end durant, ils étaient nombreux à s'impliquer dans les activités de sensibilisation à cette pathologie. Initié par le laboratoire danois, Novo Nordisk, le village des diabétiques «Unis pour changer le diabète» aura rassemblé des centaines de personnes sur l'esplanade de l'office Riadh-El-Feth. Explorons le village.

Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir) - Le diabète est l'une des maladies chroniques les plus courantes chez les enfants. Le thème de la campagne de cette année «Le diabète chez les enfants et les adolescents» a intéressé plus d'un. La campagne, cette année, passe par une meilleure compréhension des habitudes de vie et des mécanismes biologiques favorisant le diabète. Malgré les pluies enregistrées dans la soirée de mercredi à jeudi, les organisateurs ont redoublé d'efforts pour monter le village du diabétique. Ce dernier est organisé en plusieurs espaces, aménagés en ateliers de sensibilisation au diabète et à l'importance de la pratique d'un sport pour mieux gérer la pathologie. «L'objectif de ces deux journées est de lutter, ensemble, dans un esprit de communauté, contre le diabète», estime M. Jean-Paul Digy, directeur général de Novo Nordisk-Algérie. Il expliquera que «ce village est conçu pour éduquer adultes et enfants, tout en fournissant des moyens uniques et actifs d'apprentissage du diabète». Plusieurs activités ont été planifiées pour cette journée. Une manière de renforcer l'action de sensibilisation. Ainsi, médecins et diabétologues étaient présents au village pour expliquer que le diabète de l'enfant est encore méconnu et son importance sous-estimée. Souvent, la gravité des risques et ses complications sont ignorées et sous-estimées.

Pour mieux comprendre le diabète

Chaque jour, des centaines d'enfants sont reconnus porteurs du diabète de type 1, exigeant l'injection de doses quotidiennes d'insuline et

le contrôle de leur glycémie. L'absence de diagnostic précoce du diabète de l'enfant peut être fatale ou entraîner des complications cérébrales importantes, rappellera le directeur général de Novo Nordisk.

A cet effet, un atelier de dépistage a vu défiler à longueur de journée de jeudi des centaines de personnes. Ces dernières ont bénéficié d'un dépistage gratuitement et prises en charge par une équipe spécialisée.

Ainsi, les ateliers diététiques, éducation et activités ludiques, gérés par des spécialistes en endocrinologie, diabétologie et ophtalmologie, auront permis aux visiteurs d'obtenir les conseils, informations et orientations nécessaires concernant la maladie comme le fait de promouvoir des styles de vie saine afin de prévenir le diabète de type 2 chez l'enfant et réduire l'acidocétose.

Le président de la Société algérienne de diabétologie, le Pr Khalfa, à l'occasion, a mis l'accent sur le rôle des médecins, des spécialistes et de la société civile en matière de sensibilisation en vue d'une meilleure prise en charge des personnes atteintes de diabète. «Des programmes de prévention sont élaborés par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière», mentionnera, au passage, la représentante de ce département. De ce fait, la prise en charge des malades est ainsi assurée à travers des Maisons du diabète, créées dans toutes les wilayas du pays. Enfin, dans le but d'une réduction de la mortalité infantile liée au diabète «la mise en place d'une clinique mobile permettant de soigner les enfants atteints, sillon-

nera le pays très prochainement». C'est, du moins, l'objectif de Novo Nordisk.

5000 cas de diabète infantile à Alger

Sédentarité, mauvaises habitudes alimentaires, facteurs génétiques sont autant de facteurs «incriminés» dans l'augmentation du taux de diabète infantile. On apprendra que 5 000 enfants atteints du diabète ont été recensés au niveau d'Alger, selon le P^r Farida Menadi Lacete, chef d'unité diabétologie au CHU Nafissa-Hamoud (ex-Parnet) et présidente de l'Association des diabétiques d'Alger. Cette dernière précisera que près de «80 % de ces enfants sont traités dans le secteur public et 20 % dans le privé». En outre, 10 % des nouveaux cas de diabète chez l'enfant sont recensés chaque année, dont 800 nouveaux cas de diabète infantile dans le seul hôpital Parnet.

Il faut savoir que 3 à 4 nouveaux cas sont diagnostiqués mensuellement. Hormis les facteurs héréditaires et environnementaux, le D^r Lacete abordera le dysfonctionnement dans l'alimentation de la mère durant la grossesse. «L'état de ces malades requiert une trithérapie, à savoir le contrôle de la glycémie, l'utilisation de l'insuline et l'incitation des enfants à la pratique du sport», dira la spécialiste. Elle rappellera les signes précurseurs évidents dans le diabète infantile.

Ainsi, une fréquente envie d'uriner, une soif excessive, la perte de poids et la fatigue «sont parfois totalement ignorés», et le diabète est ainsi confondu avec la grippe ou reste non diagnostiqué. Pour sa part, Jean-Paul Digy affirme que le nombre de diabétiques à travers le monde a atteint 250 millions. Un nombre susceptible d'augmentation dans les années à venir.

Les pays en développement viennent en tête de liste, avec 80 % de cas en Afrique uniquement. M. Didy mettra l'accent sur l'impératif du diagnostic précoce, pour un

meilleur traitement de la maladie.

Selon ce dernier, «90 % des diabétiques courent le risque d'une amputation, alors que seulement 5 à 6 % sont bien soignés». Evoquant le coût du traitement, M. Digy rappellera que «le plus coûteux reste la prise en charge».

Encourager l'activité physique

Comment l'activité physique quotidienne peut-elle nous prémunir, voire nous guérir, de maladies telles que l'obésité et le diabète. Dans ce sens, le P^r Mansour Preuri a insisté sur la lutte contre les facteurs aggravants comme l'obésité, la sédentarité et l'alimentation riche en lipides, en glucides et en protéines. Au sein de l'atelier réservé à l'activité physique, le D^r Hamoudi, spécialiste en médecine du sport au CNMS d'Alger, était présent pour prodiguer ses conseils.

Il faut savoir que la pratique sportive quotidienne permet non seulement d'éviter l'apparition de maladies telles que le diabète, mais aussi de contrecarrer les effets de la maladie déjà déclarée.

L'activité physique exerce une action positive sur l'organisme de l'enfant diabétique, tout en participant à la régulation de son équilibre psychologique. Le stress est ainsi banni, renforçant la confiance en soi et facilitant l'intégration sociale.

Et, afin d'encourager l'activité physique. Khiair Mustapha, diabétique de 54 ans, insulino-dépendant depuis 20 ans, expose avec beaucoup de fierté, trophées et attestations.

Ayant participé à plusieurs marathons en Algérie et à l'étranger, détenteur de plusieurs titres, Mustapha a voulu «prouver que la maladie ne constitue pas un handicap pour la pratique du sport». Un exemple à suivre ! Enfin, «une marche symbolique» sur un circuit de 2 km était prévue durant la journée de vendredi. La participation était ouverte à tous.

W. Z.

TIZI-OUZOU

Dix ans de prison pour le policier braqueur

Faisant partie du corps de la police, jusqu'à il y a un peu plus d'une année, H. Riad a été condamné à dix ans de prison, mercredi dernier, par le tribunal criminel de Tizi-Ouzou. Selon certains avocats, il s'en sort plutôt bien, au regard du délit pour lequel il était poursuivi, à l'instar de ses trois acolytes.

En effet, comme mentionné dans l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation, les faits remontent au mois de mai de l'année dernière, lorsque H. Riad est allé déclarer, auprès de la police judiciaire de Draâ-Ben-Khedda, la perte de son arme. Au policier qui l'avait auditionné ce jour-là, il déclara avoir égaré son PA alors qu'il était avec des amis en route vers Tizi-Ouzou, à un endroit où eut lieu une tentative de braquage montée par quatre individus. Il déclara avoir sorti alors son arme pour se défendre. C'est là qu'il la perdit. Il ajouta qu'il était revenu le lendemain sur le même lieu et prétendit n'avoir retrouvé que le chargeur.

Une déposition qui ne put convaincre ses collègues de la PJ de Tizi-Ouzou, qui ouvrirent une enquête à l'issue de laquelle il sera établi qu'avec trois acolytes, ils avaient convenu de braquer un commerçant au lieudit Bouaïd, à l'entrée ouest de Tizi-Ouzou. Ils délestèrent leur victime de dix millions de centimes puis l'abandonnèrent au beau milieu de la chaussée avant qu'un véhicule ne vienne percuter de plein fouet le malheureux commerçant qui décèdera. Des faits que confirmera un des complices de l'ancien policier qui, lui, a réfuté en bloc ce qui lui avait été reproché.

Heureusement pour lui, comme le soutenait un avocat, qu'il s'en soit tiré avec dix années de réclusion criminelle alors que le procureur de la République avait requis la peine capitale contre le quatuor.

Par ailleurs, de sources policières, on a appris que la semaine dernière, les enquêteurs de la criminelle avaient procédé à l'arrestation d'un groupe de cinq personnes qui, depuis quelques mois, dressaient de faux barrages sur un territoire allant, entre autres localités, de Tizi-Rached à Larbaâ-Nath-Irathen pour s'en prendre aux usagers de ces routes peu sûres depuis quelques années.

En réalité, ajoute la même source, ce groupe était composé de six personnes. Il se trouve que le membre absent du groupe est décédé il y a quelques jours lors d'un cambriolage ayant mal fini. Ses complices ont été présentés mercredi dernier devant le magistrat instructeur et placés sous mandat de dépôt.

Azedine M.

DÉVELOPPEMENT DES CENTRES D'APPELS

Les opportunités existent, selon le P-dg d'Algérie Télécom

Les opportunités existent pour le développement des call-centers ou centres d'appels en Algérie. C'est ce que le P-dg du groupe Algérie Télécom, Moussa Benhamadi, a assuré, jeudi dernier, lors de la clôture du 1^{er} Salon algérien pour la relation client (Sarc).

Chérif Bennaceur- Alger (Le Soir) - Pour Moussa Benhamadi, les conditions tant techniques que réglementaires et de maîtrise de la

technologie et des langues étrangères par les jeunes sont propices au développement de ce type de prestation. Voire, davantage que ses voisins, notre pays offre de meilleures conditions d'attractivité pour les donneurs d'ordre étrangers, notamment français.

A charge cependant d'une bonne utilisation de l'existant en matière d'équipement et d'une bonne implication de tous (opérateurs, administration...).

Mais aussi davantage d'efforts en vue de

combler le déficit en matière de communication, écoute des citoyens et connaissance de leurs besoins de consommation durable, en l'absence d'instituts de sondage.

En rappelant qu'Algérie Télécom a déjà lancé ses propres centres d'appels à Oran, Alger et Constantine.

Cela étant, le Sarc s'est ouvert du 11 au 13 novembre 2008 au siège social d'Algérie Télécom, en partenariat avec l'Association algérienne pour la relation client (Aarc) qui

regroupe les centres d'appels dédiés aux marchés offshore et inshore. Une première édition satisfaisante à plus d'un titre selon ses organisateurs et qui a permis à une trentaine d'opérateurs spécialisés d'exposer leur savoir-faire et d'intéresser des donneurs d'ordre étrangers.

En signalant que onze lauréats d'une tombola, le Forum de l'internet, organisée à l'occasion de ce salon et originaires de plusieurs régions du pays, ont été récompensés.

C. B.